

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

BUREAUX
 ROUBAIX. — 25-27, Grande-Rue. Tél. 277.22, 277.23 et 277.24.
 TOURCOING. — 25, rue Comtesse. Tél. 37.
 LILLE. — 3, rue Faidherbe. Tél. 539.51.
 PARIS. — 28, boulevard Poissonnière. Tél. Provençaux. 77.84.
 MOUScron. — 105, rue de la Station. Tél. 544.

ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Pauline Alfred Reboux

La boîte 417. Toutes pharmacies
 Laboratoires de Chimie
E. FLAVIGNY
 9 et 11, Avenue Beaumont
 Chelles (S.-E.-M.)

BILLET PARISIEN

Les inquiétudes du Sénat

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

Paris, 16 juin (Minuit).
 L'examen, par le Sénat, des lois sociales votées par la Chambre a donné lieu à une très intéressante controverse entre M. Léon Blum, président du Conseil, et M. Joseph Caillaux.

Le président de la commission sénatoriale des Finances a exprimé le sentiment de la Haute Assemblée tout entière. Celle-ci votera les projets qui lui sont soumis; non qu'elle les approuve, mais parce que le suffrage universel s'est prononcé. Selon l'expression de M. Joseph Caillaux, le pays a condamné « la politique de dureté ». En démocratie, le peuple est souverain, il faut s'incliner devant ses arrêts. Le Sénat s'inclinera donc.

Le Sénat ne demanderait pas mieux que de contribuer à l'amélioration du sort des travailleurs. Mais il se demande si la voie que trace le gouvernement de Front populaire est celle qui conduira au but. Il craint, au contraire, qu'elle n'entraîne à des déboires.

On conçoit que pareille thèse ne pouvait être admise par le président du Conseil qui s'efforçait de démontrer les avantages de ses projets. M. Léon Blum veut sauver l'économie nationale menacée et, pour l'instant, il ne veut pas se préoccuper de l'équilibre budgétaire. L'équilibre renaîtra, dit-il, lorsque l'économie aura été ranimée par l'injection de serum qu'il va lui faire. Autrement dit, le Front populaire prend le contre-pied des méthodes suivies jusqu'à présent.

Pour restaurer l'économie française, l'effort de la précédente législature consista à réduire le train de vie de la nation. C'était le procédé classique et c'est celui qui garde la faveur du Sénat. Mais M. Léon Blum lui, veut restaurer l'économie en augmentant ce train de vie au lieu de le diminuer. L'Etat donnera l'exemple. Et le chef socialiste nous assure que les bons effets de cette politique ne tarderont pas à se faire sentir.

M. Joseph Caillaux lui a répondu que les lois économiques ne seront pas impunément violées. Que devient l'équilibre budgétaire lorsqu'on se lance dans une expérience qui conduit fatalement à l'économie fermée? Quelles seront les conséquences de la loi de 40 heures, par exemple, sur le budget des chemins de fer dont le déficit, selon M. Caillaux, a été sous-évalué? Et le taux de l'intérêt? Peut-on espérer qu'il sera diminué lorsque le Trésor ne se soutiendra que par une série ininterrompue d'emprunts?

Les deux thèses se sont affrontées sans que ce débat — qui, pour avoir été surtout technique, n'en fut pas moins violemment passionné par instants — ait laissé apparaître la moindre chance de les concilier. La discussion fit du moins bien voir une chose : la solidarité qui unit patrons et salariés. Ou bien les lois du Front populaire recréeront la prospérité et les diverses classes sociales en profiteront également; ou bien elles augmenteront les difficultés des uns et aboutiront à la déception des autres. R...

Le Sénat a commencé hier la discussion des projets sociaux

Bien que la Haute Assemblée soit disposée à les voter, ses porte-parole mettent en garde le Gouvernement contre leurs répercussions financières et économiques

Paris, 16 juin. — La séance est ouverte à 15 h. 10, sous la présidence de M. Jules Jeanneney.

M. Jeanneney annonce qu'il est saisi par le gouvernement d'une demande visant à la discussion immédiate des cinq projets sociaux qui viennent d'être adoptés par la Chambre.

M. Jeanneney propose au Sénat, qui y consent, d'adopter pour la discussion des projets l'ordre suivant :

- 1° Aménagement des décrets-lois;
- 2° Exonération d'impôts en faveur des anciens combattants;
- 3° Congés payés;
- 4° Contrats collectifs de travail;
- 5° Semaine de 40 heures.

M. le comte de Blois demande au ministre des Affaires étrangères s'il est en mesure de fixer une date pour la discussion de son interpellation sur les sanctions appliquées à l'Italie.

M. Yvon Delbos répond que le gouvernement donnera au Sénat toutes explications utiles au début de la semaine prochaine et au plus tard jeudi.

Ensuite, conformément au règlement, la séance est suspendue pendant une heure.

Les réserves de M. A. Gardey rapporteur du projet sur les fonctionnaires

La séance est reprise à 16 h. 10. On aborde la discussion du projet relatif aux fonctionnaires.

M. Abel Gardey développe son rapport. Après avoir exposé l'économie du projet de loi sur l'abrogation partielle des prélèvements opérés sur les traitements et salaires des agents de l'Etat, le rapporteur général chiffre à 1.395 millions les dépenses supplémentaires pour une année, compte tenu des exonérations fiscales qu'un second projet rétablirait au profit des anciens combattants.

Il souligne, en outre, les répercussions financières très importantes qui dériveront pour l'Etat, les collectivités locales, les établissements publics et les grands



M. CAILLAUX, PRÉSIDENT DE LA COMMISSION DES FINANCES, ARRIVE AU SÉNAT

réseaux, de l'application des divers autres projets sociaux en discussion. Une large brèche est ainsi faite, dit-il, dans l'équilibre budgétaire.

« L'encaissement est réduite à 56 milliards et nous devons nous préoccuper de savoir quel est le niveau minimum indispensable pour assurer les besoins de la défense nationale. Le Gouvernement veut une politique neutre, comportant un appel massif au crédit. Il considère que la politique antérieure a échoué.

« Demandons-nous ce qu'est été ce déficit, sans les efforts courageux du Parlement et de nos gouvernements successifs depuis 1932, pour comprimer les dépenses publiques. La politique d'économies, loin d'avoir complètement échoué, a préservé le pays des pires dangers et sauvé la monnaie.

« Le pouvoir d'achat des travailleurs sera amoindri par la hausse inévitable des prix de détail.

« Les charges budgétaires seront la rançon des dépenses engagées par l'Etat.

« Le Gouvernement tire une traite sur l'avenir. La hardiesse ne nous effraie pas. Mais il faut respecter les principes d'une saine gestion financière, si ces principes disparaissent, une restauration durable demeure impossible.

« Le Sénat a égard au vœu du suffrage universel et c'est pourquoi votre Commission des Finances ne fera pas obstacle au vote du projet.

« Immense erreur qui aboutira à une immense déception », déclare M. Lémery

La parole est ensuite à M. Lémery. C'est un saut dans l'inconnu que l'on nous demande, déclare le sénateur de la Martinique. Quand il s'agit d'un remède qui peut tuer le malade aussi bien que de le sauver, pourquoi nous a-t-on refusé un délai normal d'examen et de prudence?

Il ne s'agit même plus d'un vote abondamment libre. L'effervescence qui se demande qu'il renâcle, nous impose un geste, non pas de conciliation, mais de capitulation sans phrases. Je ne veux pas m'y associer.

Notre rôle est ingrat, mais c'est celui des sages.

« La question est de savoir si nous nous résignons ou si nous résistons au glissement vers les vacances de la légalité » que le président du Conseil nous avait déjà annoncées.

D'ailleurs, le programme du Front populaire élaboré dans des conseils mystérieux, ne correspond pas au vœu profond du pays. Les populations rurales ne se passionnent ni pour les congés payés, ni pour la semaine de 40 heures, ni pour les contrats collectifs de travail.

Ce que sait le paysan, c'est qu'il paye tout plus cher : ses vêtements, ses outils, ses engrais.

M. Lémery critique ensuite le projet tendant à l'établissement de la loi de 40 heures.

L'expérience actuelle, conclut l'orateur,

Le mouvement gréviste s'étend en Belgique

L'effervescence grandit dans la région de Liège où de nombreux incidents se sont produits



LES MINEURS EN GRÈVE DANS LES RUES DE PATURAGE (Ph. Keystone.)

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)
 BRUXELLES, 16 JUIN 1936.

La grève générale déclenchée en Belgique a commencé au port d'Anvers. Elle y a éclaté brusquement, à l'insu des organisations syndicales socialistes et chrétiennes. Celles-ci ont été surprises et débordées par la cessation imprévue du travail, sans préavis et sans que les dirigeants syndicaux en fussent avisés. Sans doute, ceux-ci ont fait face à l'événement et ont réusé à reprendre en mains la direction de la grève; et c'est heureux pour les dockers; ils ne sont pas abandonnés aux manœuvres d'éléments louches et sans mandat.

Ce n'est pas un mouvement communiste, dit-on, bien que l'on ait vu, que l'on voit encore et que l'on surveille tous les jours des agitateurs qui ne sont ni syndiqués chrétiens ni syndiqués socialistes et qui circulent, comme des ombres, dans les groupes de dockers en grève, palabrant avec eux et s'éclairant à vélo, sitôt que les chefs syndicaux ou des policiers s'approchent.

Il en est de même dans les centres industriels, où l'on voit des petits groupes qui se glissent dans les corridors, aux carrefours, aux environs des usines, partout où il y a des grévistes. Socialistes et démocrates chrétiens mettent en garde les ouvriers contre ces mystérieux agents de l'insurrection.

Mais le parti communiste qui les dirige a beau jeu. Il ne sent plus la résistance qu'il rencontrait il y a quelques mois encore. On compose avec lui; on traite avec lui. Il n'est plus l'ennemi avec lequel M. Vandervelde ne voulait avoir aucun rapport.

Au contraire, le parti libéral s'entend avec lui au Conseil provincial de Brabant et de Namur et il favorise l'élection d'un ou de deux sénateurs communistes. Un des candidats n'est autre qu'un professeur de l'Université de Bruxelles.

Du côté socialiste, des pourparlers officieux sont entamés avec les communistes pour la constitution d'un Front populaire. Et il n'est pas jusqu'au Gouvernement qui n'ait dû céder à la pression extrémiste.

M. le ministre Merlot, député et bourgmestre socialiste de Serang, a été, en effet, il y a un an, le premier mandataire à demander officiellement à la Fédération socialiste de Liège, de commu-

« Comme vous, nous condamnons ce capitalisme... », déclare M. François Saint-Maur

M. François Saint-Maur vient ensuite et revendiquer ses responsabilités.

« Ce vieux dogme, dit-il, est celui de Saint-Maur ou de Moscou, le nôtre est celui de l'encyclique pontificale et de Rerum Novarum ». Nous ramènerons à Dieu ce que vous ramenez aux hommes.

Nous ne sommes pas opposés à une organisation sociale faite dans l'ordre et dans la légalité. Les projets actuels en eux-mêmes ne comportent rien qui nous choque au point de vue des principes.

(Lire la suite page 2.)

La politique internationale de l'Angleterre

Londres, 16 juin. — La décision du gouvernement britannique de proposer la levée des sanctions contre l'Italie ne faisant maintenant plus de doute, les journaux se préoccupent de savoir sous quelle forme sera ensuite demandée la réforme de la Société des Nations et certains s'attachent à démentir les bruits relatifs à des dissensions au sein du cabinet et à une démission possible de M. Eden, voire même à suggérer comme le fait le « Times », que le discours de M. Neville Chamberlain ne constitue pas le renversement de la politique gouvernementale que d'aucuns craignent et voir tout d'abord.

« Je crois savoir que lorsque le cabinet se réunira demain, afin de se prononcer sur la politique britannique à l'égard de l'Italie et de la Société des Nations, écrit le rédacteur diplomatique du « News Chronicle », M. Eden ne s'opposera pas au groupe des ministres antisancionnistes. Je suis également convaincu qu'il ne se démettra pas de ses fonctions.

Le journal note, en outre, qu'une fois les sanctions levées, on peut s'attendre à voir le gouvernement britannique préciser davantage ses obligations dans la région du Rhin et en Méditerranée et rendre au contraire beaucoup plus vagues celles qui le lient dans d'autres régions.

Vingt navires de guerre sont en rade de Dunkerque



TOUTE L'ESCADRE DE LA MER DU NORD A MOUILLÉ MARDI EN RADE DE DUNKERQUE (Ph. Lemaire.)

La lutte contre le bolchevisme rapprochera-t-elle l'Angleterre de l'Italie et de l'Allemagne?

Londres, 16 juin. — La Grande-Bretagne, l'Allemagne et l'Italie, rattachées contre le bolchevisme, ont le titre d'un article que publie le « Daily Mail », sous la signature de son collaborateur habituel, Ward Price.

« Pourquoi ne conclurons-nous pas un pacte anglo-italien? demande M. Ward Price. Aujourd'hui, nous sommes en présence d'une Italie et d'une Allemagne dont les puissances armées sont un cauchemar pour leurs voisins.

« Dans ces deux pays, l'autorité et le sens patriotique ont engendré des miracles. La conséquence a été un changement du centre de gravité de l'Europe.

« Les hommes qui, dans le domaine des affaires étrangères, les représentent, Ciano et von Ribbentrop, ne sont pas seulement de nouvelles figures dans le cadre de la vieille diplomatie. Ils sont pour un ordre international entièrement nouveau.

Au cours de cet été, la tâche du gouvernement britannique est d'adapter notre politique extérieure à cette nouvelle situation.

« Jusqu'ici, notre politique a été basée sur des principes datant du temps où la France était omnipotente sur le Continent et où l'autorité de la S.D.N. était encore intacte, parce qu'encre jamais mise à l'épreuve.

« L'hégémonie continentale de la France n'existe plus, elle est divisée par de profondes divergences d'ordre intérieur et son nouveau gouvernement sent la dangereuse influence de Moscou. Sa force comparée à celle de ses deux voisins de l'Est a grandement diminué. Il est improbable qu'on puisse compter sur elle comme une influence stabilisatrice en Europe dans l'avenir prochain.

« En ce qui concerne la S.D.N., la Grande-Bretagne a payé un prix humiliant pour découvrir que le seul résultat des activités est de l'entraîner dans des dangers immédiats et formidables.

« Si le communisme qui gagne activement l'Espagne et la France devient infecteur d'autres nations, nous ne pourrions pas avoir d'amis plus utiles que l'Allemagne et l'Italie qui font abstraitement elles, au cours des dernières années. Toute notre attention a été concentrée sur les risques de conflit international, la lutte bolcheviste des classes peut s'avérer un danger encore plus grand.

SIR HAMAD IBN ISSA IBN KHAFIFA...



(Mond. Photo-Press)

« propriétaire des très importantes pêcheries de perles du golfe persique qui ne lui rapportent pas moins d'un million et demi de livres par an, visite Londres.

La question de l'Espierres

Le « Journal de Roubaix » (édition belge) et le « Journal belge » ont publié le communiqué suivant il y a quelques jours :

« Le Ministre des Travaux publics vient de faire savoir à Monsieur Hoesbrouck, député de Gand, en réponse à sa demande du 2 juin dernier, que l'usine provisoire de décontamination des eaux de l'Espierres, située aux abords de l'écluse de la Pierre bleue à Espierres, sera prête vers le 15 de ce mois.

« Le service intéressé se propose d'organiser une visite collective des membres du Parlement.

« En attendant, Monsieur Hoesbrouck a demandé à visiter l'installation, et le Ministre lui a envoyé immédiatement l'autorisation. »

Les lecteurs de notre journal ont été tenus au courant de cette question au fur et à mesure de son développement. Mais nous croyons utile d'en rappeler les principales phases.

Cinquait saut que l'Espierres écrivait vers la Belgique, et sans aucune épuration, les eaux résiduaires de Roubaix-Tourcoing, ses eaux grasses et eaux industrielles. Depuis plus de 80 ans, la Belgique se plaint justement de cet état de chose. Qu'est-ce qui fait pour y remédier?

A vrai dire, jusqu'à ces dernières années il n'existait guère de remède pratique à cette situation, car les méthodes connues alors étaient ou bien inopérantes ou bien d'un coût d'exploitation prohibitif, ceci en raison de la composition spéciale des eaux résiduaires des poteries et lavages de laine qui sont mélangés singulièrement au problème de l'épuration.

Nous constatons, dans notre numéro du 27 Octobre 1930, que, bien que l'Administration ait pris un arrêté prescri-

Nos jeunes lecteurs trouveront exceptionnellement, aujourd'hui mercredi, page 5, le COIN DES ENFANTS que nous publions d'ordinaire le jeudi.

Les émeutes en Palestine



DEUX « CAMERON HIGHLANDERS » CASQUÉS MONTENT LA GARDE PRÈS DU BUREAU DE POSTE DE JÉRUSALEM (Ph. Keystone.)

(Lire la suite page 2.)